

PREFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement

Châteauroux, le 22 novembre 2011

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

Société LES PIERRES D'AMBAZAC

Commune de POULIGNY SAINT MARTIN

Objet : Demande de changement d'exploitant
Carrière de leptynite exploitée par la société TRMC

**Rapport de l'inspection des installations classées
à
Monsieur le préfet de l'Indre**

Par lettre en date du 23 juin 2011, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations – DDCSPP - nous a transmis pour avis la demande présentée par la société LES PIERRES D'AMBAZAC qui sollicite le transfert à son profit de l'autorisation d'exploiter une carrière de leptynite située sur le territoire de la commune de POULIGNY SAINT MARTIN au lieu-dit « Les Forges ».

La demande a été jugée recevable le 18 novembre 2011, date de réception par l'inspection des installations classées des renseignements complémentaires qu'elle a demandés.

Cette carrière est actuellement exploitée par la société TRMC.

La demande de changement d'exploitant d'une carrière est soumise à autorisation préfectorale en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement.

1. SITUATION ADMINISTRATIVE DE LA CARRIERE

L'exploitation de la carrière est autorisée pour une durée de 30 ans par l'arrêté préfectoral n° 2006-05-0051 du 4 mai 2006.

Une carte de localisation de la carrière est annexée au présent rapport.

2. LE DEMANDEUR

- Dénomination : LES PIERRES D'AMBAZAC
- Forme juridique : société par actions simplifiée
- Siège social : Les Pointys 87240 AMBAZAC
- Activités principales exercées : « *Activité animation, direction, gestion management, fourniture diverses prestations auprès sociétés de groupe. Location*

PJ : 1 projet d'arrêté + carte de localisation

de toutes installations, véhicules terrestres dans domaine des industries carrières, matériaux de construction. Toutes centrales de reconstitution ou mélange ou conditionnement, activités directes ou indirectes relatives au négoce ou acheminement marchandises en relation avec Activités-Holding ».

- Immatriculation n° 343 940 664 au R.C.S. de Limoges.

3. LA CARRIERE

La carrière, située le long de la rivière La Couarde, a une emprise totale de 19 ha 95 a 96 ca pour une superficie exploitable de 9 ha 50 a.

L'extraction est réalisée jusqu'à la cote 240 m NGF soit une profondeur maximale de 68 m en partie nord et 25 m en partie sud compte tenu de la topographie du site.

Les matériaux sont abattus à l'explosif et traités sur le site.

La production maximale autorisée est fixée à 150 000 tonnes par an.

Les matériaux extraits sont destinés à la réalisation de travaux de voirie.

La demande d'autorisation d'exploiter présentée en 2005 par la société TRMC prévoyait une exploitation de la carrière par campagnes et la société LES PIERRES D'AMBAZAC précise que l'exploitation sera réalisée dans les conditions suivantes :

- deux périodes de trois mois par an pour l'abattage des matériaux et leur premier traitement dans des installations mobiles de broyage concassage. La puissance des installations sera de 618 kW pour une puissance autorisée de 650 kW ;
- une période de quatre mois par an pour la production de sables et gravillons dans une installation mobile de broyage tertiaire, criblage et lavage (puissance des installations 453 kW).

Le volume maximal de matériaux que l'exploitant est autorisé à stocker sur le site est fixé à 80 000 m³.

En fin d'exploitation, il est prévu une remise en état en plan d'eau (6,5 ha) dont le niveau (265 m NGF) correspondra au niveau moyen de la rivière La Couarde.

L'extraction des matériaux cessera en mai 2026 de manière à permettre la finalisation de la remise en état des terrains exploités et le remplissage du plan d'eau à l'échéance de l'autorisation d'exploiter.

Concernant les droits d'extraction, l'exploitant actuel dispose d'un contrat de forage avec les propriétaires des terrains. Ce contrat a été révisé en octobre 2011 et prévoit la possibilité de cession du droit d'exploitation au profit de la société LES PIERRES D'AMBAZAC, cette dernière n'étant pas pour autant dispensée de l'obligation d'obtenir les droits d'extraction dès lors que l'autorisation de changement d'exploitant lui aura été notifiée.

4. AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

4.1 Sur la demande présentée

La demande telle qu'elle est constituée et renseignée n'appelle pas de remarques particulières de notre part.

La société LES PIERRES D'AMBAZAC est une holding qui détient 50% de la SAS CARRIERES D'AMBAZAC, 100% des SAS AMBAZAC TRANSPORTS, AMBAZAC BETON et CARRIERES DE LA GARTEMPE.

Les sociétés CARRIERES D'AMBAZAC et CARRIERES DE LA GARTEMPE détiennent des autorisations d'exploiter des carrières de roches métamorphiques (roches semblables à celle de la carrière objet du présent rapport) dans la région Limousin et les conditions d'aménagement et d'exploitation de ces carrières n'appellent pas de remarques particulières de notre part.

4.2 Garanties financières

Les garanties financières ont pour but d'assurer la remise en état de la carrière en cas de défaillance, après mise en œuvre de la procédure de consignation prévue à l'article L.514-1 du code de l'environnement, ou disparition juridique de l'exploitant.

Le montant des garanties à constituer doit être actualisé lors de chaque renouvellement de l'acte de cautionnement en fonction de l'évolution de l'indice TP01 en application de

l'article 6 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 et relatif à la détermination du montant des garanties financières pour la remise en état des carrières.

Le demandeur a fourni une actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'état actuel de l'avancement de l'exploitation et précise que les surfaces S1, S2 et S3 indiquées pour chacune des phases quinquennales d'exploitation correspondent aux surfaces maximales atteintes.

Les nouvelles surfaces ainsi proposées ne présentent pas d'écarts significatifs par rapport à celles fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 mai 2006.

Il est donc proposé de prendre en compte ces nouvelles indications et d'actualiser le montant des garanties financières à constituer en fonction de la valeur du dernier indice TP01 connu.

La société LES PIERRES D'AMBAZAC s'est engagée dans sa demande à produire l'acte de cautionnement justifiant de la constitution de ces garanties dès que lui sera notifiée l'autorisation de changement d'exploitant.

4.3 Gestion des stériles et terres non polluées générées par l'exploitation de la carrière

L'arrêté ministériel du 5 mai 2010 modifiant l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières prescrit la fourniture pour chaque carrière d'un plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées générés par l'exploitation. Ce plan devait être transmis au préfet au plus tard le 1^{er} juillet 2011.

L'exploitant actuel de la carrière n'a pas produit ce document et la société LES PIERRES D'AMBAZAC s'est engagée à le transmettre au préfet.

L'inspection propose que ce document soit transmis dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté autorisant le changement d'exploitant.

4.4 Classement des activités

L'arrêté d'autorisation mentionne la rubrique n° 1434 de la nomenclature des installations classées relative à l'installation de ravitaillement des engins. Cette activité est rangée sous le régime de la déclaration, le débit maximal horaire de l'installation constituant le critère de classement.

Compte tenu des modifications de la nomenclature des installations classées intervenues depuis 2006, l'activité est maintenant visée par la rubrique n° 1435 de la nomenclature dont la quantité de carburant délivrée annuellement constitue le seuil de classement.

La quantité annuelle équivalente de carburant utilisée par l'exploitant ($225 \text{ m}^3/5 = 45 \text{ m}^3$) étant inférieure à 100 m^3 , l'installation de ravitaillement n'est plus classable.

Il est donc proposé dans le projet d'arrêté joint au présent rapport d'actualiser cette situation.

5. CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, nous proposons à Monsieur le préfet de l'Indre de transférer au profit de la société LES PIERRES D'AMBAZAC l'autorisation, accordée à la société TRMC, d'exploiter une carrière de leptynite située sur le territoire de la commune de POULIGNY SAINT MARTIN.

Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport et l'avis de la commission départementale de la nature des paysages et des sites doit être recueilli en application de l'article R.515-1 du code de l'environnement.

L'autorisation ne prendra effet qu'à compter de la date de réception par Monsieur le préfet de l'Indre du document justifiant de la constitution des garanties financières pour la remise en état de la carrière.

Plan de situation

